

Art. 25. Le président de l'assemblée des sections réunies de la Commission veille à la bonne application du présent règlement.

Art. 26. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par l'assemblée des sections réunies de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention :

Le Président,
I. VERNIMME

Art. 25. De voorzitter van de gemeenschappelijke vergadering van de Commissie ziet toe op de juiste toepassing van dit reglement.

Art. 26. Dit reglement treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Door de gemeenschappelijke vergadering van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooiën:

De Voorzitter,
I. VERNIMME

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/200470]

Extrait de l'arrêt n° 6/2021 du 21 janvier 2021

Numéro du rôle : 7030

En cause : le recours en annulation des articles 108 à 130, 232, 4^o, 233, 7^o, et 325, 1^o, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2017 « réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes », introduit par Pierre Goblet.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges T. Merckx-Van Goey, R. Leysen, M. Pâques, Y. Kherbache et T. Detienne, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 octobre 2018 et parvenue au greffe le 22 octobre 2018, Pierre Goblet a introduit un recours en annulation des articles 108 à 130, 232, 4^o, 233, 7^o, et 325, 1^o, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2017 « réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes » (publiée au *Moniteur belge* du 20 avril 2018, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au premier moyen

B.1.1. Le premier moyen concerne l'article 325, 1^o, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2017 « réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes » (ci-après : l'ordonnance du 30 novembre 2017), qui dispose :

« L'article 80, § 1^{er}, de l'OPE [ordonnance du 5 juin 1997 ' relative aux permis d'environnement '], est modifié comme suit :

1^o le nombre ' 67 ' est inséré entre le nombre ' 65 ' et le nombre ' 68 ' ; ».

Cette disposition instaure un recours auprès du Collège d'environnement contre les décisions, fussent-elles tacites, qui résultent de l'application de l'article 67 de la même ordonnance. Cet article 67, en son paragraphe 1^{er}, autorise l'exploitation, le déplacement, la remise en exploitation, la transformation ou l'extension d'installations de classe I.C ou III dès la réception de l'accusé de réception prenant acte de la déclaration par le demandeur, et, en son paragraphe 2, interdit ces mêmes activités en cas d'absence d'accusé de réception.

B.1.2. Le moyen est pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 9, paragraphes 2 et 4, de la Convention du 25 juin 1998 « sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement » (ci-après : la Convention d'Aarhus), avec l'article 11 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement » (ci-après : la directive 2011/92/UE) et avec le principe de proportionnalité.

B.2.1. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.2.2. L'exposé du moyen ne fait pas apparaître en quoi la disposition attaquée violerait l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, lu en combinaison avec les normes de droit international et de droit européen invoquées. La partie requérante demande à la Cour de « confirmer la constitutionnalité de son interprétation » de la disposition attaquée, selon laquelle l'accusé de réception « vaut décision de recevabilité de la déclaration de chantier introduite par l'administré ». La Cour n'est pas compétente pour « confirmer la constitutionnalité » d'une interprétation qu'une partie requérante donne à une disposition ordonnancière, lorsque cette partie n'expose pas en quoi ladite disposition, interprétée autrement, violerait les normes de référence invoquées.

B.2.3. Le premier moyen est irrecevable.

Quant aux deuxième et troisième moyens

B.3.1. Les deuxième et troisième moyens sont pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, lu en combinaison ou non avec, selon le cas, l'article 6 de la Convention d'Aarhus, les articles 3 à 5 de la directive 2011/92/UE et les principes généraux de précaution et de proportionnalité.

B.3.2. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale soulève une exception d'irrecevabilité de ces moyens, en ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4^o, lu en combinaison avec la Convention d'Aarhus et avec la directive 2011/92/UE. Il fait valoir que ces dispositions ne constituent pas un « ensemble indissociable » avec l'article 23 de la Constitution, de sorte qu'elles ne pourraient faire partie des normes de référence dont le respect peut être contrôlé par la Cour que si elles étaient combinées avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.4.1. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

[...] ».

B.4.2. L'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution contient, en ce qui concerne le droit à la protection d'un environnement sain, une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans que des motifs d'intérêt général existent pour ce faire.

B.5.1. Les dispositions mentionnées en B.3.1 contiennent des obligations relatives à l'élaboration d'une évaluation des incidences environnementales de projets ou à la participation du public.

La directive 2011/92/UE concerne l'évaluation environnementale des plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Les articles 3 à 5 de cette directive déterminent les projets qui sont soumis à l'évaluation des incidences sur l'environnement, le contenu de cette évaluation et les obligations des États membres à cet égard.

L'article 6 de la Convention d'Aarhus impose de soumettre à une procédure de participation du public, dont il fixe certaines modalités, les décisions relatives à des « activités particulières » énumérées à l'annexe I de cette Convention ou à des activités « qui peuvent avoir un effet important sur l'environnement ». Plus précisément, des dispositions pratiques ou autres, adéquates, doivent être prises, en vue de la participation du public, dans un cadre transparent et équitable, après la communication à ce public des informations nécessaires.

B.5.2. La Cour est notamment compétente pour vérifier si le législateur ordonnancier a méconnu l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, qui reconnaît le droit à la protection d'un environnement sain. La possibilité de participation du public offre une garantie pour la sauvegarde du droit à la protection d'un environnement sain. Il s'ensuit que lorsqu'elle examine les moyens pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, la Cour tient compte des normes de droit international et de droit européen qui imposent à la Belgique le respect de certaines obligations concernant la participation du public et dont la violation est invoquée en combinaison avec l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, comme, en l'espèce, la directive 2011/92/UE et la Convention d'Aarhus.

La Cour examine les deuxième et troisième moyens en ce sens.

B.6.1. Les deuxième et troisième moyens sont également pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, lu en combinaison avec le principe général de précaution.

B.6.2. La partie requérante ne démontre pas en quoi les dispositions qu'elle attaque seraient contraires au principe de précaution. En ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, lu en combinaison avec le principe de précaution, les deuxième et troisième moyens ne sont pas recevables.

B.7.1. Le deuxième moyen concerne les articles 232, 4°, et, 233, 7°, de l'ordonnance du 30 novembre 2017.

L'article 232, 4°, modifie l'annexe A du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après : le CoBAT), en remplaçant la rubrique 17 par ce qui suit :

« 17) espaces de stationnement situés en dehors de la voie publique et comptant plus de 400 emplacements pour véhicules à moteur; ».

L'article 233, 7°, modifie l'annexe B du même Code, en remplaçant la rubrique 25 par ce qui suit :

« 25) espaces de stationnement situés en dehors de la voie publique et comptant de 50 à 400 emplacements pour véhicules à moteur; ».

B.7.2. En vertu de l'article 175/2, § 1^{er}, du CoBAT, l'annexe A de ce Code énumère les projets qui sont soumis à l'établissement d'une étude d'incidences. En vertu de l'article 175/15, § 1^{er}, du même Code, son annexe B énumère les projets qui sont soumis à l'établissement d'un rapport d'incidences.

B.7.3. La partie requérante critique les dispositions attaquées en ce que, pour les projets de parkings, elles fixent le seuil au-delà duquel une étude d'incidences est requise à 400 emplacements pour véhicules à moteur, alors qu'avant leur entrée en vigueur, ce seuil était fixé à 200 emplacements.

B.8. L'exposé des motifs indique :

« Actuellement, le seuil de 200 emplacements a pour effet de soumettre à études d'incidences un nombre relativement important de projets pour lesquels seul le parking est un motif d'étude. Or, la procédure d'étude d'incidences est longue et coûteuse, tant pour le demandeur que pour les autorités qui sont chargées de l'encadrer. Par ailleurs, sauf cas exceptionnels, l'impact d'un parking sur un milieu urbain comme celui de la Région bruxelloise peut être adéquatement appréhendé par un rapport d'incidences (outil moins long à réaliser, moins coûteux et qui, comme l'étude, répond à toutes les exigences de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement). C'est pour ces raisons qu'il est proposé de ne plus imposer d'étude d'incidences en matière de parking que pour les projets présentant une ampleur exceptionnelle. Pour fixer le nouveau seuil, il a été tenu compte du fait qu'actuellement, les rubriques 17 et 18 étant distinctes, les places à l'air libre et couvertes ne peuvent pas être additionnées, de telle manière qu'un projet comprenant 200 places couvertes et 200 places à l'air libre, soit un total de 400 places, n'est pas soumis à étude d'incidences. Le nouveau seuil général est donc fixé à 400 places » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2016-2017, n° A-451/1, p. 167).

B.9. Avant l'entrée en vigueur des dispositions attaquées, les projets de parkings de plus de 200 places de stationnement étaient soumis à l'établissement d'une étude d'incidences. Les dispositions attaquées soumettent les projets de parkings de 201 à 400 places de stationnement à l'établissement d'un rapport d'incidences. Pour déterminer si les dispositions attaquées entraînent un recul significatif du droit à la protection d'un environnement sain pour le public concerné par les projets de parkings de 201 à 400 places de stationnement, il est donc nécessaire de comparer le niveau de protection qui était offert par l'étude d'incidences telle qu'elle était applicable avant la modification ordonnancière attaquée et le niveau de protection qui est offert par le rapport d'incidences depuis cette même modification. La Cour tient compte, à cet égard, des dispositions relatives au contenu et à la procédure du rapport d'incidences, telles qu'elles ont été modifiées par l'ordonnance attaquée, puisque les projets de parkings de 201 à 400 emplacements sont désormais soumis à cette réglementation.

B.10.1. La procédure relative à l'étude d'incidences était décrite aux articles 129 et suivants du CoBAT, avant leur modification par l'ordonnance attaquée (articles 175/3 à 175/14 du CoBAT après modification par l'ordonnance attaquée). La demande de permis relative à un projet soumis à étude d'incidences devait être accompagnée d'une note préparatoire contenant au moins les sept éléments énumérés à l'ancien article 129, § 1^{er}. L'étude d'incidences était réalisée par un chargé d'études, sous la supervision d'un comité d'accompagnement composé au moins d'un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet devait être exécuté, d'un représentant de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement et d'un représentant de l'administration. Le chargé d'études proposé par

le demandeur de permis devait être titulaire d'un agrément délivré par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et il devait être accepté par le comité d'accompagnement. L'étude d'incidences devait comporter au moins les huit éléments énumérés à l'article 135 (article 175/8 nouveau) du CoBAT. Le comité d'accompagnement arrêta, à la clôture de l'étude d'incidences, la liste des communes de la Région qui étaient concernées par les incidences du projet et dans lesquelles l'enquête publique devait se dérouler (article 137 ancien, article 175/10 nouveau). Le dossier soumis à l'enquête publique comprenait l'étude d'incidences et la décision de clôture de l'étude prise par le comité d'accompagnement (article 140 ancien, article 175/13 nouveau). L'enquête publique se déroulait ensuite durant trente jours dans chaque commune concernée (article 141 ancien, article 175/14 nouveau). La commission de concertation remettait son avis à l'administration en charge de l'urbanisme et au collège des bourgmestre et échevins dans les quarante-cinq jours de la fin de l'enquête publique. L'ordonnance attaquée n'a pratiquement pas modifié les caractéristiques et la procédure de l'étude d'incidences.

B.10.2. La procédure relative au rapport d'incidences est décrite aux articles 175/15 à 175/21, nouveaux, du CoBAT. Le rapport d'incidences comprend au moins les neuf éléments énumérés à l'article 175/16 du CoBAT. Le fonctionnaire délégué procède à l'examen de la complétude du rapport d'incidences dans le cadre de son examen de la complétude du dossier (article 175/17) et il arrête la liste des communes de la Région qui sont concernées par les incidences du projet et dans lesquelles l'enquête publique doit se dérouler (article 175/18). Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée soumet le dossier aux mesures particulières de publicité. L'enquête publique se déroule dans chacune des communes durant 30 jours (article 175/20, § 1^{er}). Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté pour sa partie la plus importante saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet, dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique. La commission de concertation émet son avis dans les 45 jours de la fin de l'enquête publique et le transmet au collège des bourgmestre et échevins. La commune en adresse une copie au fonctionnaire délégué et le publie simultanément sur son site internet (article 175/20, § 2).

En application de l'article 175/21, § 1^{er}, en cas de circonstances exceptionnelles, la commission de concertation peut, par avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences. Cette disposition forme l'objet du troisième moyen et est examinée ci-après.

B.10.3. Les éléments qui doivent figurer dans le rapport d'incidences sont en grande partie les mêmes que ceux qui devaient figurer dans l'étude d'incidences. Il n'y a donc pas de différence significative entre l'étude d'incidences et le rapport d'incidences, en ce qui concerne leur contenu. Dès lors que l'article 129 de l'ordonnance attaquée a allongé le délai de l'enquête publique pour les projets soumis à rapport d'incidences, il n'y a pas non plus de différence en ce qui concerne les modalités et les délais de l'enquête publique ultérieure.

En revanche, il existe une différence importante entre l'étude d'incidences et le rapport d'incidences, quant aux exigences relatives à l'auteur. L'étude d'incidences doit être réalisée par un chargé d'études, personne physique ou morale, ayant obtenu un agrément du Gouvernement régional à cette fin, et sa désignation par le maître d'ouvrage doit être approuvée par le comité d'accompagnement. Il réalise l'étude d'incidences sous la supervision du comité d'accompagnement et c'est ce dernier qui décide quand l'étude est complète. Le rapport d'incidences, lui, doit être réalisé par un « expert compétent », ce qui doit être attesté par des « éléments » figurant dans le rapport (article 175/16, 9^o). L'ordonnance ne précise pas quelles sont les compétences attendues de cet expert, ni quels éléments constituent la preuve de ces compétences. Cet expert n'est pas supervisé par un comité d'accompagnement. Par ailleurs, rien ne garantit son indépendance par rapport au maître de l'ouvrage.

B.11.1. L'information correcte et complète du public quant aux incidences du projet sur l'environnement constitue un élément essentiel pour permettre à ce public de participer à l'enquête publique en connaissance de cause. L'établissement de l'étude d'incidences ou du rapport d'incidences est un élément central de cette information. La circonstance que l'étude d'incidences est réalisée par une personne dont l'indépendance ne peut être mise en doute, sous la supervision d'un comité d'accompagnement également indépendant par rapport au maître de l'ouvrage projeté, constitue une garantie essentielle quant à la qualité et à la complétude de l'information mise à la disposition du public. La procédure du rapport d'incidences ne présente pas les mêmes garanties à cet égard.

B.11.2. En outre, ne sont plus soumis désormais à étude d'incidences les projets de parkings qui présentent une capacité doublée par rapport aux projets de parkings qui ne devaient pas y être soumis avant l'entrée en vigueur des dispositions attaquées. La réglementation découlant des dispositions attaquées présente donc une différence importante par rapport à la réglementation antérieure, en ce qui concerne l'ampleur des projets concernés.

B.12. Il découle de ce qui précède que les dispositions attaquées entraînent, pour le public concerné par la réalisation de parkings de 201 à 400 places de stationnement - lesquels étaient anciennement soumis à étude d'incidences et sont désormais soumis à rapport d'incidences -, un recul significatif du droit à la protection d'un environnement sain.

B.13.1. Pour répondre au deuxième moyen, il n'y a pas lieu d'examiner en outre la compatibilité de la procédure de rapport d'incidences avec les exigences qui découlent de la directive 2011/92/UE. En effet, pour contrôler le respect de l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution, la Cour tient compte du recul observé entre le niveau de garantie qui était offert par la législation avant les modifications ordonnancielles attaquées et le niveau de garantie qui est offert depuis l'entrée en vigueur de ces mêmes modifications. Ce recul peut être significatif, indépendamment de la question de savoir si la législation offrant un degré de protection inférieur est conforme aux exigences minimales européennes en la matière.

B.13.2. Au surplus, contrairement à ce que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale allègue, la circonstance que, sous l'empire de la législation antérieure, les projets de parkings couverts et les projets de parkings à l'air libre relevant de deux rubriques différentes dans les annexes A et B du CoBAT, de sorte que les emplacements de stationnement couverts et les emplacements à l'air libre ne pouvaient être cumulés et que les projets comprenant des emplacements des deux types, pouvaient comporter, au total, jusqu'à 400 emplacements sans devoir être soumis à étude d'incidences ne modifie pas la conclusion qui précède. En effet, tous les projets de parkings soumis à évaluation des incidences ne sauraient être présentés sous la forme de parkings dont une partie est couverte et l'autre à l'air libre. Le fait que le législateur ordonnanciel ait mis fin, à l'occasion de l'adoption des dispositions attaquées, à la possibilité de contourner la procédure de l'étude d'incidences en concevant le projet de parking de cette manière ne porte pas atteinte au fait que les dispositions attaquées ont pour effet de doubler le seuil du nombre d'emplacements pour tous les projets de parkings soumis à étude d'incidences.

B.14.1. La Cour doit encore examiner si le recul significatif constaté en B.12 est justifié par un motif d'intérêt général. D'après l'exposé des motifs de l'ordonnance du 30 novembre 2017, cité en B.8, les dispositions attaquées répondent à la volonté du législateur ordonnanciel de diminuer le nombre de projets devant être soumis à étude d'incidences, celle-ci étant longue et coûteuse, tant pour le promoteur du projet que pour l'administration. Le législateur ordonnanciel a considéré, en vue d'atteindre cette diminution du nombre d'études d'incidences, que les incidences causées par les parkings comptant de 201 à 400 emplacements sur l'environnement pouvaient être adéquatement appréhendées par le biais d'un rapport d'incidences.

B.14.2. Bien qu'il puisse être admis, en principe, que l'objectif de réduire le nombre de projets soumis à étude d'incidences, eu égard à la longueur et au coût de celle-ci, constitue un motif d'intérêt général, rien ne permet de comprendre, en l'espèce, en quoi il serait justifié de réaliser cet objectif en excluant les projets de parkings comprenant de 201 à 400 emplacements des garanties que représente la procédure d'étude d'incidences, alors que le public concerné par la réalisation de ce type de projets bénéficiait, jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions attaquées, de ces garanties et qu'il n'est pas établi que celles-ci seraient désormais moins utiles.

B.14.3. En relevant de 200 à 400 le nombre d'emplacements pour véhicules à partir duquel le projet de parking doit faire l'objet d'une étude d'incidences, sans qu'existe un motif d'intérêt général pour ce faire, le législateur ordonnancier a violé l'obligation de *standstill* en matière de droit à la protection d'un environnement sain contenue dans l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6 de la Convention d'Aarhus et avec les articles 3 à 5 de la directive 2011/92/UE.

B.15. Le deuxième moyen est fondé. Il y a lieu d'annuler les articles 232, 4°, et 233, 7°, de l'ordonnance du 30 novembre 2017. Il y a lieu d'annuler également les articles 232, 5°, et 233, 8°, de la même ordonnance, qui sont indissociablement liés aux dispositions annulées.

B.16.1. Le troisième moyen concerne les articles 108 à 130 de l'ordonnance du 30 novembre 2017. La Cour limite son examen aux dispositions de l'ordonnance attaquée contre lesquelles des griefs sont effectivement formulés.

B.16.2. La partie requérante formule deux griefs. D'une part, elle conteste la suppression, par le législateur ordonnancier, de l'enquête publique portant sur le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences, lorsque celle-ci est exigée. D'autre part, elle critique la définition des circonstances exceptionnelles qui, lorsqu'elles sont réunies, permettent à la commission de concertation de formuler un avis motivé recommandant la réalisation d'une étude d'incidences concernant un projet en principe soumis à rapport d'incidences.

B.16.3. Il en résulte que le troisième moyen, en sa première branche, vise l'article 112 de l'ordonnance attaquée, qui abroge l'article 130 du CoBAT, et en sa seconde branche, vise l'article 130 de l'ordonnance attaquée, qui ajoute un nouvel alinéa 2 dans le paragraphe 1^{er} de l'article 148 (renuméroté 175/21) du CoBAT.

B.17.1. Avant son abrogation par l'article 112 de l'ordonnance attaquée, l'article 130 du CoBAT chargeait l'administration d'établir, en concertation avec le comité d'accompagnement, le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences. Ce projet, accompagné du dossier de demande de permis, était ensuite soumis à une enquête publique durant quinze jours. La nouvelle procédure concernant les dossiers soumis à étude d'incidences ne prévoit plus d'enquête publique sur le projet de cahier des charges, ce dernier étant désormais établi conformément à un modèle-type de cahier des charges élaboré par le Gouvernement. Le comité d'accompagnement détermine l'aire géographique qui est à prendre en compte pour chaque facteur devant être évalué.

B.17.2. La suppression de la phase préparatoire, qui comprenait la rédaction d'un avant-projet de cahier des charges de l'étude d'incidences, la soumission de celui-ci à enquête publique et l'avis de la commission de concertation, a pour objectif de raccourcir de trois à quatre mois la procédure de délivrance des permis relatifs à des projets repris à l'annexe A du CoBAT (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2016-2017, n° A-451/1, p. 13).

Le commentaire de l'article 112 attaqué indique :

« Dans le but de raccourcir les délais de délivrance des permis, sans toucher à la phase d'évaluation des incidences de ceux-ci, il est proposé de supprimer les étapes préalables à cette évaluation que sont la rédaction d'un projet de cahier des charges de l'étude d'incidences et la soumission de ce projet de cahier des charges à une enquête publique de quinze jours et à l'avis de la commission de concertation.

S'il est proposé de supprimer ces étapes, c'est parce que l'expérience montre qu'elles sont d'une utilité très relative. Les cahiers des charges de toutes les études d'incidences sont élaborés sur la base d'un modèle commun établi par l'administration, qui n'est bien souvent modifié que pour délimiter l'aire géographique exacte de l'étude à mener et pour définir les alternatives à étudier, seules caractéristiques propres à chaque projet. Quant à l'enquête publique, elle est souvent source de confusion pour le public concerné, qui concentre ses observations non sur le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences, mais déjà sur la demande de permis soumise à cette étude, alors que cet aspect fait l'objet d'une seconde enquête publique, plus longue (trente jours au lieu de quinze pour le projet de cahier des charges), qui est organisée après la clôture de l'étude d'incidences et la modification éventuelle du projet étudié.

[...]

Cette suppression ne constitue, par ailleurs, pas un recul en termes de participation du public, puisque l'enquête publique portant sur le projet étudié et sur l'étude d'incidences dont il a fait l'objet est maintenue, que la pratique démontre que l'enquête publique préalable organisée sur le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences ne donne que rarement lieu à des observations portant sur le projet de cahier des charges (et non sur le projet soumis à évaluation de ses incidences) et que, parmi ces observations, il est encore plus rare d'en trouver qui relèvent des éléments pertinents qui n'auraient pas déjà été relevés par le comité d'accompagnement de l'étude » (*ibid.*, pp. 96-97).

B.18.1. Ainsi qu'il est dit en B.5.2, la possibilité de participation du public offre une garantie pour la sauvegarde du droit à la protection d'un environnement sain. Il peut en être déduit que la suppression d'une phase d'enquête publique au cours de la procédure d'évaluation des incidences environnementales d'un projet repris à l'annexe A du CoBAT constitue un recul du droit à la protection d'un environnement sain.

B.18.2. L'enquête publique supprimée portait sur la rédaction du cahier des charges de l'étude d'incidences à réaliser. Ce cahier des charges fait par ailleurs l'objet d'une approbation, par le comité d'accompagnement, qui détermine, pour chaque facteur à étudier, l'aire géographique à prendre en considération et toute information supplémentaire qui pourrait devoir être fournie. Le projet en soi, accompagné de l'étude d'incidences, est par ailleurs soumis à enquête publique ultérieurement. Le législateur ordonnancier a constaté qu'en pratique, les deux enquêtes publiques successives au sujet du même projet créaient une certaine confusion et que la première de ces enquêtes, portant sur le projet de cahier des charges, ne représentait pas une réelle plus-value pour la procédure, en termes de participation du public.

Il résulte de ce qui précède qu'en l'espèce, la suppression de l'enquête publique portant sur le cahier des charges de l'étude d'incidences ne constitue pas un recul significatif du droit à la protection d'un environnement sain. L'article 112 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 ne viole donc pas l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution.

B.19.1. L'article 175/21, § 1^{er}, du CoBAT (ancien article 148) prévoit que, « dans des circonstances exceptionnelles la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences » à propos d'un projet en principe soumis à rapport d'incidences. Sur la base de cette recommandation, le Gouvernement prend une décision motivée quant à l'opportunité de faire réaliser une étude d'incidences relative au projet.

L'article 130 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 introduit, dans ce paragraphe 1^{er} de l'article 175/21 du CoBAT, un second alinéa ainsi rédigé :

« Par circonstances exceptionnelles, il y a lieu d'entendre toute incidence négative notable qu'un projet repris à l'annexe B est susceptible d'avoir sur un ou plusieurs des facteurs listés à l'article 175/1, § 2, et dont l'importance présumée est telle qu'elle justifie de faire réaliser l'évaluation des incidences de ce projet par un chargé d'étude d'incidences agréé et de faire superviser le travail de celui-ci par un comité d'accompagnement ».

B.19.2. L'exposé des motifs relatif à cette disposition indique :

« [La modification proposée vise] à répondre à la critique formulée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt 46/2012 du 15 mars 2012, dans lequel la Cour a estimé potentiellement discriminatoire le recours à la notion de 'circonstances exceptionnelles' en l'absence de définition de celle-ci. Une définition est donc ajoutée dans le Code pour encadrer les décisions à prendre à ce sujet, mais en veillant à laisser au Gouvernement, seule autorité compétente en la matière, la marge d'appréciation sans laquelle le recours à la notion de circonstances exceptionnelles perdrait sa raison d'être, qui est de ne pas empêcher la réalisation d'une étude d'incidences pour un projet relevant d'une catégorie pour laquelle, *a priori*, le rapport d'incidences a été jugé suffisant mais dont certaines caractéristiques particulières invitent, exceptionnellement, à pousser plus en détails l'évaluation. Il s'agit d'assurer le respect du principe d'égalité en ne soumettant pas à un régime d'évaluation des incidences moins strict que celui applicable aux projets relevant de l'annexe A les projets relevant, formellement, de l'annexe B mais dont les incidences présumées les rapprochent, en pratique, des projets de l'annexe A et conduisent donc à les évaluer de la même manière que ceux-ci » (*ibid.*, p. 105).

B.20.1. La partie requérante fait valoir que la définition des circonstances exceptionnelles introduite par la disposition attaquée constituerait une « régression sensible » du droit à la protection d'un environnement sain, garanti par l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution.

B.20.2. La disposition attaquée ne fait que définir les circonstances exceptionnelles, comme toute incidence négative notable sur les facteurs analysés pour les projets qui font l'objet d'une évaluation des incidences environnementales et dont l'importance est telle qu'elle justifierait la réalisation d'une étude d'incidences plutôt que d'un rapport d'incidences. Elle ne contient aucun élément permettant de déterminer des hypothèses dans lesquelles la commission de concertation ne pourrait proposer la réalisation d'une étude d'incidences à propos d'un projet normalement soumis à rapport d'incidences. Cette définition n'est donc pas, en soi, de nature à limiter le pouvoir de la commission de concertation qui consiste à recommander au Gouvernement la réalisation d'une étude d'incidences. Elle ne constitue dès lors pas un recul du droit à la protection d'un environnement sain par rapport à la situation antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance attaquée, dans laquelle les circonstances exceptionnelles n'étaient pas définies.

B.21. Pour le surplus, les griefs formulés par la partie intervenante quant au fait que le régime mis en place ne répondrait pas à l'arrêt de la Cour n^o 46/2012, en ce que, d'une part, dans des circonstances exceptionnelles, la commission de concertation a simplement la faculté de proposer la réalisation d'une étude d'incidences et que, d'autre part, le Gouvernement dispose d'une marge d'appréciation totale pour décider de la faire réaliser ou non, constituent des griefs nouveaux par rapport au troisième moyen pris par la partie requérante, de sorte qu'ils ne doivent pas être examinés. Du reste, ces griefs visent des parties de l'article 175/21 du CoBAT (ancien article 148) qui ne sont pas modifiées par l'article 130 de l'ordonnance attaquée.

B.22. Le troisième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,
la Cour

- annule l'article 232, 4^o et 5^o, et l'article 233, 7^o et 8^o, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2017 « réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 janvier 2021.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/200470]

Uittreksel uit arrest nr. 6/2021 van 21 januari 2021

Rolnummer 7030

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 108 tot 130, 232, 4^o, 233, 7^o, en 325, 1^o, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 30 november 2017 « tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen », ingesteld door Pierre Goblet.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, en de rechters T. Merckx-Van Goey, R. Leysen, M. Pâques, Y. Kherbache en T. Detienne, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 oktober 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 oktober 2018, heeft Pierre Goblet beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 108 tot 130, 232, 4^o, 233, 7^o, en 325, 1^o, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 30 november 2017 « tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 april 2018, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van het eerste middel

B.1.1. Het eerste middel heeft betrekking op artikel 325, 1^o, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 30 november 2017 « tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen » (hierna : de ordonnantie van 30 november 2017), dat bepaalt :

« Artikel 80, § 1, van de OMV [ordonnantie van 5 juni 1997 ' betreffende de milieuvergunningen '], wordt als volgt gewijzigd :

1^o het getal ' 67 ' wordt ingevoegd tussen het getal ' 65 ' en het getal ' 68 ' ; ».

Bij die bepaling wordt een beroep bij het Milieucollege ingevoerd tegen de beslissingen, ook al zijn zij stilzwijgend genomen, die voortvloeien uit de toepassing van artikel 67 van dezelfde ordonnantie. Bij dat artikel 67 worden, in paragraaf 1 ervan, de uitbating, de verplaatsing, de heropstarting van de uitbating, de verbouwing of de uitbreiding van inrichtingen van klasse I.C of III toegestaan na ontvangst van het ontvangstbewijs dat akte neemt van de aangifte door de aanvrager en worden, in paragraaf 2 ervan, diezelfde activiteiten verboden bij gebrek aan een ontvangstbewijs.

B.1.2. Het middel is afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 9, leden 2 en 4, van het Verdrag van 25 juni 1998 « betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden » (hierna : het Verdrag van Aarhus), met artikel 11 van de richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten » (hierna : de richtlijn 2011/92/EU) en met het evenredigheidsbeginsel.

B.2.1. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.2.2. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt niet in welk opzicht de bestreden bepaling artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de aangevoerde internationaalrechtelijke en Europeesrechtelijke normen, zou schenden. De verzoekende partij vraagt het Hof om « de grondwettigheid te bevestigen van haar interpretatie » van de bestreden bepaling, volgens welke het ontvangstbewijs « geldt als beslissing over de ontvankelijkheid van de werfmelding door de bestuurde ». Het Hof is niet bevoegd om « de grondwettigheid te bevestigen » van een interpretatie die een verzoekende partij geeft aan een ordonnantiebepaling, wanneer door die partij niet wordt uiteengezet in welk opzicht die bepaling, die anders wordt geïnterpreteerd, de aangevoerde referentienormen zou schenden.

B.2.3. Het eerste middel is onontvankelijk.

Ten aanzien van het tweede en het derde middel

B.3.1. Het tweede en het derde middel zijn afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met, naar gelang van het geval, artikel 6 van het Verdrag van Aarhus, de artikelen 3 tot 5 van de richtlijn 2011/92/EU en de algemene beginselen van voorzorg en evenredigheid.

B.3.2. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering werpt een exceptie van onontvankelijkheid van die middelen op, in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, in samenhang gelezen met het Verdrag van Aarhus en met de richtlijn 2011/92/EU. Zij doet gelden dat die bepalingen geen « onlosmakelijk geheel » vormen met artikel 23 van de Grondwet, zodat zij geen deel zouden kunnen uitmaken van de referentienormen waarvan de inachtneming enkel door het Hof kan worden getoetst indien zij in samenhang worden gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.4.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

[...]

4^o het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu;

[...] ».

B.4.2. Artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet bevat, met betrekking tot het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu, een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.5.1. De in B.3.1 vermelde bepalingen bevatten verplichtingen tot de opmaak van een milieueffectbeoordeling van projecten, dan wel tot inspraak van het publiek.

De richtlijn 2011/92/EU betreft de milieubeoordeling van plannen en programma's die aanzienlijke effecten op het milieu kunnen hebben. In de artikelen 3 tot 5 van die richtlijn worden de projecten die aan de milieueffectbeoordeling worden onderworpen, de inhoud van die beoordeling en de verplichtingen van de lidstaten in dat verband bepaald.

Artikel 6 van het Verdrag van Aarhus legt de verplichting op om de besluiten over « specifieke activiteiten » die zijn opgesomd in bijlage I van dat Verdrag of over activiteiten « die een aanzienlijk effect op het milieu kunnen hebben », te onderwerpen aan een inspraakprocedure waarvan het bepaalde modaliteiten vastlegt. Meer bepaald dienen passende praktische of andere voorzieningen voor inspraak van het publiek te worden getroffen, binnen een transparant en eerlijk kader, na het publiek de benodigde informatie te hebben verstrekt.

B.5.2. Het Hof is met name bevoegd om na te gaan of de ordonnantiegever de *standstill*-verplichting heeft geschonden die is vervat in artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, dat het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu erkent. De mogelijkheid tot inspraak van het publiek biedt een waarborg voor de vrijwaring van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu. Daaruit volgt dat het Hof, wanneer het de middelen onderzoekt die zijn afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, rekening houdt met de internationaalrechtelijke en Europeesrechtelijke normen die België verplichten om een aantal verplichtingen betreffende de inspraak van het publiek na te leven en waarvan de schending in samenhang met artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet wordt aangevoerd, zoals, te dezen, de richtlijn 2011/92/EU en het Verdrag van Aarhus.

Het Hof onderzoekt het tweede en het derde middel in die zin.

B.6.1. Het tweede en het derde middel zijn eveneens afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemene voorzorgsbeginsel.

B.6.2. De verzoekende partij toont niet aan in welk opzicht de bepalingen die zij aanvecht, strijdig zouden zijn met het voorzorgsbeginsel. In zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, in samenhang gelezen met het voorzorgsbeginsel, zijn het tweede en het derde middel niet onontvankelijk.

B.7.1. Het tweede middel heeft betrekking op de artikelen 232, 4^o, en 233, 7^o, van de ordonnantie van 30 november 2017.

Bij artikel 232, 4^o, wordt bijlage A van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna : het BWRO) gewijzigd door rubriek 17 te vervangen door hetgeen volgt :

« 17) parkeerplaatsen buiten de openbare weg waar meer dan 400 plaatsen zijn voor motorvoertuigen; ».

Bij artikel 233, 7°, wordt bijlage B van hetzelfde Wetboek gewijzigd door rubriek 25 te vervangen door hetgeen volgt :

« 25) parkeerterrein buiten de openbare weg, waar 50 tot 400 plaatsen zijn voor motorvoertuigen; ».

B.7.2. Krachtens artikel 175/2, § 1, van het BWRO worden in bijlage A van dat Wetboek de aan een effectenstudie onderworpen projecten opgesomd. Krachtens artikel 175/15, § 1, van hetzelfde Wetboek worden in bijlage B ervan de aan een effectenrapport onderworpen projecten opgesomd.

B.7.3. De verzoekende partij bekritiseert de bestreden bepalingen in zoverre zij de drempel waarboven een effectenstudie vereist is voor projecten voor parkings, vaststellen op 400 plaatsen voor motorvoertuigen, terwijl die drempel vóór de inwerkingtreding ervan was vastgesteld op 200 plaatsen.

B.8. In de memorie van toelichting wordt aangegeven :

« De huidige drempel van slechts 200 plaatsen heeft voor gevolg dat een relatief groot aantal projecten waarvoor alleen de parkeerplaats een reden tot studie is aan een effectenstudie wordt onderworpen. De procedure van de effectenstudie is nochtans tijdrovend en duur, zowel voor de aanvrager als voor de overheden die belast zijn met het begeleiden ervan. Bovendien kan de impact van een parkeerplaats op het stedelijke milieu, zoals dat van het Brusselse Gewest, behoudens uitzonderlijke gevallen doeltreffend worden beoordeeld door middel van een effectenrapport, hetgeen een minder tijdrovend en duur instrument is en net als de studie beantwoordt aan alle vereisten van de Richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 13 december 2011 met betrekking tot de beoordeling van de effecten van bepaalde openbare en privéprojecten op het milieu. Om die redenen wordt voorgesteld om de effectenstudie bij parkeerplaatsen nog enkel op te leggen voor projecten van uitzonderlijke omvang. Bij het vastleggen van de nieuwe drempel is rekening gehouden met het feit dat momenteel, vanwege het onderscheid tussen de rubrieken 17 en 18, de plaatsen in open lucht en de overdekte niet kunnen worden opgeteld, zodanig dat een project dat 200 overdekte plaatsen omvat en 200 plaatsen in open lucht, dus samen een totaal van 400 plaatsen, niet aan de effectenstudie is onderworpen. De nieuwe algemene drempel wordt daarom vastgesteld op 400 plaatsen » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2016-2017, nr. A-451/1, pp. 167-168).

B.9. Vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen waren projecten voor parkings met meer dan 200 parkeerplaatsen onderworpen aan een effectenstudie. Bij de bestreden bepalingen worden de projecten voor parkings met 201 tot 400 parkeerplaatsen onderworpen aan een effectenrapport. Om te bepalen of de bestreden bepalingen een aanzienlijke achteruitgang van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu met zich meebrengen voor het publiek op wie projecten voor parkings met 201 tot 400 parkeerplaatsen betrekking hebben, is het dus noodzakelijk om het beschermingsniveau dat was geboden door de effectenstudie zoals zij vóór de bestreden ordonnantie wijziging van toepassing was, te vergelijken met het beschermingsniveau dat wordt geboden door het effectenrapport sedert diezelfde wijziging. Het Hof houdt in dat verband rekening met de bepalingen betreffende de inhoud en de procedure van het effectenrapport, zoals zij zijn gewijzigd bij de bestreden ordonnantie, aangezien de projecten voor parkings met 201 tot 400 plaatsen voortaan aan die regelgeving worden onderworpen.

B.10.1. De procedure betreffende de effectenstudie was beschreven in de artikelen 129 en volgende van het BWRO, vóór de wijziging ervan bij de bestreden ordonnantie (artikelen 175/3 tot 175/14 van het BWRO na wijziging bij de bestreden ordonnantie). Bij de vergunningsaanvraag voor een aan een effectenstudie onderworpen project moest een voorbereidende nota worden gevoegd die ten minste de in het vroegere artikel 129, § 1, opgesomde zeven elementen bevatte. De effectenstudie werd uitgevoerd door een opdrachthouder, onder supervisie van een begeleidingscomité dat bestond uit minstens één vertegenwoordiger van iedere gemeente op wier grondgebied het project moest worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en één vertegenwoordiger van het bestuur. De door de vergunningsaanvrager voorgedragen opdrachthouder moest houder zijn van een erkenning die is afgegeven door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en hij moest worden aanvaard door het begeleidingscomité. De effectenstudie moest minstens de in artikel 135 (het nieuwe artikel 175/8) van het BWRO opgesomde acht elementen bevatten. Bij het sluiten van de effectenstudie legde het begeleidingscomité de lijst vast van de gemeenten van het Gewest die waren betrokken bij de gevolgen van het project en waarin het openbaar onderzoek diende plaats te vinden (het vroegere artikel 137, het nieuwe artikel 175/10). Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier bestond uit de effectenstudie en de beslissing tot afsluiting van de studie die was genomen door het begeleidingscomité (het vroegere artikel 140, het nieuwe artikel 175/13). Het openbaar onderzoek vond vervolgens plaats in elke betrokken gemeente gedurende 30 dagen (het vroegere artikel 141, het nieuwe artikel 175/14). De overlegcommissie bracht haar advies uit bij het bestuur belast met stedenbouw en bij het college van burgemeester en schepenen binnen 45 dagen na de beëindiging van het openbaar onderzoek. De kenmerken en de procedure van de effectenstudie werden nagenoeg niet gewijzigd bij de bestreden ordonnantie.

B.10.2. De procedure betreffende het effectenrapport wordt beschreven in de nieuwe artikelen 175/15 tot 175/21 van het BWRO. Het effectenrapport bevat minstens de in artikel 175/16 van het BWRO opgesomde negen elementen. De gemachtigde ambtenaar controleert de volledigheid van het effectenrapport in het kader van zijn onderzoek van de volledigheid van het dossier (artikel 175/17) en hij legt de lijst vast van de gemeenten van het Gewest die betrokken zijn bij de effecten van het project en waarin het openbaar onderzoek moet plaatsvinden (artikel 175/18). Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking. Het openbaar onderzoek wordt in elke gemeente gehouden gedurende 30 dagen (artikel 175/20, § 1). Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, maakt binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die uitgebreid wordt met de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project. De overlegcommissie brengt haar advies uit binnen 45 dagen na het beëindigen van het openbaar onderzoek en zendt het over aan het college van burgemeester en schepenen. De gemeente bezorgt de gemachtigde ambtenaar hiervan een afschrift en publiceert het tegelijkertijd op haar website (artikel 175/20, § 2).

Met toepassing van artikel 175/21, § 1, kan de overlegcommissie, in geval van uitzonderlijke omstandigheden, in een bijzonder met redenen omkleed advies de Regering aanbevelen een effectenstudie te laten verrichten. Die bepaling vormt het onderwerp van het derde middel en wordt hierna onderzocht.

B.10.3. De elementen die in het effectenrapport moeten voorkomen, zijn grotendeels dezelfde als die welke in de effectenstudie moesten voorkomen. Er is dus geen significant verschil tussen de effectenstudie en het effectenrapport, wat de inhoud ervan betreft. Aangezien artikel 129 van de bestreden ordonnantie de termijn van het openbaar onderzoek voor de aan een effectenrapport onderworpen projecten heeft verlengd, is er evenmin een verschil met betrekking tot de nadere regelen en de termijnen van het latere openbaar onderzoek.

Er bestaat daarentegen een belangrijk verschil tussen de effectenstudie en het effectenrapport, wat de vereisten ten aanzien van de auteurs betreft. De effectenstudie moet worden verricht door een opdrachthouder, natuurlijke persoon of rechtspersoon die daartoe een erkenning van de Gewestregering heeft verkregen, en zijn aanwijzing door de opdrachtgever moet worden goedgekeurd door het begeleidingscomité. Hij voert de effectenstudie uit onder supervisie van het begeleidingscomité en het is dat comité dat beslist wanneer de studie voltooid is. Het effectenrapport moet

daarentegen worden opgesteld door een « bevoegd expert », hetgeen moet blijken uit « elementen » in het rapport (artikel 175/16, 9°). In de ordonnantie wordt niet gepreciseerd welke de verwachte bekwaamheden van die expert zijn, noch welke elementen het bewijs ervan vormen. Die expert wordt niet gesuperviseerd door een begeleidingscomité. Niets waarborgt daarenboven zijn onafhankelijkheid ten opzichte van de opdrachtgever.

B.11.1. Het correct en volledig informeren van het publiek over de gevolgen van het project voor het leefmilieu is een essentieel element om dat publiek de mogelijkheid te bieden om met kennis van zaken deel te nemen aan het openbaar onderzoek. Het opmaken van de effectenstudie of van het effectenrapport is een centraal element van die informatie. De omstandigheid dat de effectenstudie wordt verricht door een persoon wiens onafhankelijkheid niet in twijfel kan worden getrokken, onder supervisie van een begeleidingscomité dat eveneens onafhankelijk is ten opzichte van de opdrachtgever van het geplande werk, vormt een essentiële waarborg met betrekking tot de kwaliteit en de volledigheid van de informatie die ter beschikking wordt gesteld van het publiek. De procedure van het effectenrapport biedt in dat verband niet dezelfde waarborgen.

B.11.2. Bovendien worden projecten voor parkings met een dubbele capaciteit ten opzichte van de projecten voor parkings die vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen niet aan een effectenstudie moesten worden onderworpen, voortaan niet langer eraan onderworpen. De regelgeving die uit de bestreden bepalingen voortvloeit, vertoont dus een belangrijk verschil ten opzichte van de vroegere regelgeving, wat de omvang van de betrokken projecten betreft.

B.12. Uit het voorgaande vloeit voort dat de bestreden bepalingen, voor het publiek op wie de aanleg van parkings met 201 tot 400 parkeerplaatsen betrekking heeft, die vroeger aan een effectenstudie waren onderworpen en voortaan aan een effectenrapport worden onderworpen, een aanzienlijke achteruitgang van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu met zich meebrengt.

B.13.1. Er bestaat geen aanleiding om bovendien te onderzoeken, teneinde het tweede middel te beantwoorden, of de procedure inzake het effectenrapport bestaanbaar is met de vereisten die voortvloeien uit de richtlijn 2011/92/EU. Teneinde de inachtneming van de in artikel 23 van de Grondwet vervatte *standstill*-verplichting te toetsen, houdt het Hof immers rekening met de achteruitgang die is waargenomen tussen het waarborgniveau dat werd geboden door de wetgeving vóór de bestreden ordonnantiwijzigingen en het waarborgniveau dat wordt geboden sedert de inwerkingtreding van diezelfde wijzigingen. Die achteruitgang kan aanzienlijk zijn, los van de vraag of de wetgeving die een lagere mate van bescherming biedt, in overeenstemming is met de Europese minimumvereisten ter zake.

B.13.2. Voor het overige, in tegenstelling tot hetgeen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aanvoert, wijzigt de omstandigheid dat de projecten voor overdekte parkings en de projecten voor parkings in open lucht, onder de gelding van de vroegere wetgeving, tot twee verschillende rubrieken in de bijlagen A en B van het BWRO behoorden, zodat de overdekte parkeerplaatsen en de plaatsen in open lucht niet konden worden gecumuleerd en zodat de projecten met plaatsen van beide types in totaal tot 400 plaatsen konden omvatten zonder aan een effectenstudie te moeten worden onderworpen, de conclusie die voorafgaat, niet. Niet alle projecten voor parkings die aan een effectbeoordeling zijn onderworpen, kunnen immers worden voorgesteld in de vorm van parkings waarvan het ene gedeelte overdekt is en het andere in open lucht. Het feit dat de ordonnantiegever bij het aannemen van de bestreden bepalingen een einde heeft gemaakt aan de mogelijkheid om de procedure van de effectenstudie te omzeilen door het project voor een parking op die manier te concipiëren, doet geen afbreuk aan het feit dat de bestreden bepalingen tot gevolg hebben dat de drempel van het aantal plaatsen voor alle projecten voor parkings die aan een effectenstudie zijn onderworpen, wordt verdubbeld.

B.14.1. Het Hof dient nog te onderzoeken of de in B.12 vastgestelde aanzienlijke achteruitgang verantwoord wordt door een reden van algemeen belang. Volgens de memorie van toelichting bij de ordonnantie van 30 november 2017, die in B.8 is aangehaald, beantwoorden de bestreden bepalingen aan de wil van de ordonnantiegever om het aantal projecten dat aan een effectenstudie moet worden onderworpen, te verminderen, aangezien die veel tijd in beslag neemt en duur is, zowel voor de projectontwikkelaar als voor het bestuur. De ordonnantiegever heeft geoordeeld, teneinde die vermindering van het aantal effectenstudies te bereiken, dat de milieugevolgen die worden veroorzaakt door parkings met 201 tot 400 plaatsen, op adequate wijze aan bod konden komen via een effectenrapport.

B.14.2. Hoewel in beginsel kan worden aangenomen dat het doel dat erin bestaat het aantal aan een effectenstudie onderworpen projecten te verminderen gelet op de lange tijdsduur en op de kostprijs ervan, een reden van algemeen belang uitmaakt valt niet in te zien in welk opzicht het verantwoord zou zijn om dat doel te verwezenlijken door de projecten voor parkings met 201 tot 400 plaatsen uit te sluiten van de waarborgen die de procedure inzake de effectenstudie inhoudt, terwijl het publiek op wie het uitvoeren van dat soort van projecten betrekking heeft, tot de inwerkingtreding van de bestreden bepalingen die waarborgen genoot en terwijl niet wordt aangetoond dat die voortaan minder nuttig zouden zijn.

B.14.3. Door het aantal plaatsen voor voertuigen die moet worden bereikt opdat het project voor een parking het voorwerp van een effectenstudie dient uit te maken, te verhogen van 200 naar 400, zonder dat daartoe een reden van algemeen belang bestaat, heeft de ordonnantiegever de *standstill*-verplichting inzake het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu geschonden die is vervat in artikel 23, derde lid, 4°, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Verdrag van Aarhus en met de artikelen 3 tot 5 van de richtlijn 2011/92/EU.

B.15. Het tweede middel is gegrond. De artikelen 232, 4°, en 233, 7°, van de ordonnantie van 30 november 2017 dienen te worden vernietigd. De artikelen 232, 5°, en 233, 8°, van dezelfde ordonnantie, die onlosmakelijk verbonden zijn met de vernietigde bepalingen, dienen eveneens te worden vernietigd.

B.16.1. Het derde middel heeft betrekking op de artikelen 108 tot 130 van de ordonnantie van 30 november 2017. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen van de bestreden ordonnantie waartegen daadwerkelijk grieven worden geformuleerd.

B.16.2. De verzoekende partij formuleert twee grieven. Enerzijds betwist zij de schrapping, door de ordonnantiegever, van het openbaar onderzoek met betrekking tot het ontwerpbestek van de effectenstudie, wanneer die vereist is. Anderzijds bekritiseert zij de definitie van de uitzonderlijke omstandigheden die, wanneer zij aanwezig zijn, het de overlegcommissie mogelijk maken om een met redenen omkleed advies te formuleren waarbij het verrichten van een effectenstudie wordt aanbevolen met betrekking tot een project dat in beginsel aan een effectenrapport is onderworpen.

B.16.3. Daaruit vloeit voort dat het eerste onderdeel van het derde middel betrekking heeft op artikel 112 van de bestreden ordonnantie, waarbij artikel 130 van het BWRO wordt opgeheven, en dat het tweede onderdeel betrekking heeft op artikel 130 van de bestreden ordonnantie, waarbij een nieuw tweede lid in paragraaf 1 van artikel 148 (vernummerd tot artikel 175/21) van het BWRO wordt toegevoegd.

B.17.1. Vóór de opheffing ervan bij artikel 112 van de bestreden ordonnantie belastte artikel 130 van het BWRO het bestuur met het opstellen van het ontwerpbestek van de effectenstudie, in overleg met het begeleidingscomité. Dat ontwerp, samen met het dossier van de vergunningsaanvraag, werd vervolgens gedurende vijftien dagen aan een openbaar onderzoek onderworpen. De nieuwe procedure met betrekking tot de aan een effectenstudie onderworpen dossiers voorziet niet langer in een openbaar onderzoek over het ontwerpbestek, dat voortaan overeenkomstig een door de Regering uitgewerkt typebestek wordt opgesteld. Het begeleidingscomité bepaalt het geografische gebied waarmee rekening moet worden gehouden voor elke factor die moet worden beoordeeld.

B.17.2. De schrapping van de voorbereidende fase, die het opstellen van een voorontwerp van bestek van de effectenstudie, de onderwerping ervan aan een openbaar onderzoek en het advies van de overlegcommissie omvatte, heeft tot doel de procedure voor het uitreiken van de vergunningen met betrekking tot in bijlage A van het BWRO vermelde projecten met drie tot vier maanden in te korten (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2016-2017, nr. A-451/1, p. 13).

In de commentaar bij het bestreden artikel 112 wordt vermeld :

« Met het oog op verkorting van de afleveringstermijnen voor vergunningen, zonder te raken aan hun effectenbeoordelingsfase, wordt voorgesteld de voorafgaande stappen voor deze beoordeling te schrappen, namelijk het opstellen van een ontwerp van bestek voor de effectenstudie en de onderwerping van dit ontwerp van bestek aan een openbaar onderzoek van vijftien dagen en aan het advies van de overlegcommissie.

Het voorstel om deze stappen te schrappen steunt op de ervaring die leert dat hun nut zeer relatief is. De bestekken van alle effectenstudies worden uitgewerkt op basis van een gemeenschappelijk model, opgesteld door het bestuur, dat vaak enkel wordt gewijzigd wat de afbakening van het precieze geografische gebied van de te voeren studie en de definiëring van te onderzoeken alternatieven betreft. Dit zijn de enige eigen kenmerken van elk project. Wat het openbaar onderzoek aangaat : dit is vaak bron van verwarring voor het betrokken publiek dat zijn opmerkingen niet op het ontwerp van bestek van de effectenstudie concentreert, maar reeds op de vergunningsaanvraag die onderworpen is aan dit onderzoek, terwijl dat aspect het voorwerp is van een tweede en langer openbaar onderzoek (dertig dagen in plaats van vijftien voor het ontwerp van bestek) dat wordt georganiseerd na de afsluiting van de effectenstudie en de eventuele wijziging van het onderzochte project.

[...]

Deze schrapping vormt overigens geen achteruitgang wat publieksparticipatie betreft, vermits het openbaar onderzoek aangaande het onderzochte project en de daartoe verrichte effectenstudie gehandhaafd blijft, vermits de praktijk leert dat het voorafgaande openbaar onderzoek, georganiseerd voor het ontwerp van bestek voor de effectenstudie, zelden leidt tot opmerkingen over het ontwerp van bestek (en niet over het project dat onderworpen is aan een effectenbeoordeling), en vermits het zelfs nog uitzonderlijker is dat tussen deze opmerkingen een relevant element opduikt dat niet werd opgemerkt door het begeleidingscomité van de studie » (*ibid.*, pp. 96-97).

B.18.1. Zoals in B.5.2 is vermeld, biedt de mogelijkheid tot inspraak van het publiek een waarborg voor het vrijwaren van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu. Daaruit kan worden afgeleid dat de schrapping van een fase van openbaar onderzoek tijdens de procedure van milieueffectbeoordeling van een in bijlage A van het BWRO vermeld project een achteruitgang van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu uitmaakt.

B.18.2. Het geschrapte openbaar onderzoek had betrekking op het opstellen van het bestek van de te verrichten effectenstudie. Dat bestek wordt daarenboven goedgekeurd door het begeleidingscomité dat, voor elke te bestuderen factor, het in aanmerking te nemen geografische gebied en alle aanvullende informatie die zou kunnen moeten worden verstrekt, bepaalt. Het project op zich, samen met de effectenstudie, wordt daarenboven later aan een openbaar onderzoek onderworpen. De ordonnantiegever heeft vastgesteld dat de twee opeenvolgende openbare onderzoeken over hetzelfde project in de praktijk een zekere verwarring creëerden en dat het eerste van die onderzoeken, met betrekking tot het ontwerpbestek, geen echte meerwaarde voor de procedure inhield in termen van inspraak van het publiek.

Uit het voorgaande vloeit voort dat de schrapping van het openbaar onderzoek over het bestek van de effectenstudie te dezen geen aanzienlijke achteruitgang van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu uitmaakt. Artikel 112 van de ordonnantie van 30 november 2017 schendt dus niet artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet.

B.19.1. Artikel 175/21, § 1, van het BWRO (het vroegere artikel 148) bepaalt dat, « in uitzonderlijke omstandigheden [...] de overlegcommissie in een bijzonder met redenen omkleed advies, de Regering [kan] aanbevelen een effectenstudie te laten verrichten » in verband met een project dat in beginsel aan een effectenrapport is onderworpen. Op basis van die aanbeveling neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de opportuniteit om een effectenstudie betreffende het project te laten verrichten.

Bij artikel 130 van de ordonnantie van 30 november 2017 wordt in die paragraaf 1 van artikel 175/21 van het BWRO een tweede lid ingevoerd dat aldus is opgesteld :

« Onder uitzonderlijke omstandigheden moet worden begrepen elk aanzienlijk negatief effect dat een project, opgenomen in bijlage B, kan hebben op een of meer van de factoren, opgenomen in artikel 175/1, § 2, en waarvan de vermoedelijke omvang van dien aard is dat het gerechtvaardigd is om een effectenbeoordeling van het project te laten opmaken door een erkende opdrachthouder voor effectenstudies, onder toezicht van een begeleidingscomité ».

B.19.2. In de memorie van toelichting over die bepaling wordt aangegeven :

« [De voorgestelde wijziging beoogt te] antwoorden op de kritiek van het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 46/2012 van 15 maart 2012, waarin het Hof oordeelt dat het gelijkheidsbeginsel mogelijk wordt geschonden wanneer het begrip ' uitzonderlijke omstandigheden ' wordt gehanteerd zonder definitie ervan. Er wordt dus een definitie toegevoegd aan het Wetboek als baken voor te nemen beslissingen in dit verband. Er wordt echter op toegezien dat de Regering, de enige bevoegde autoriteit terzake, de beoordelingsmarge behoudt zonder dewelke het gebruik van het begrip uitzonderlijke omstandigheden zijn bestaansreden zou verliezen, namelijk de realisatie van een effectenstudie niet beletten voor een project uit een categorie waarvoor een effectenrapport *a priori* voldoende wordt geacht, maar waarbij bepaalde bijzondere kenmerken ertoe aanzetten om, uitzonderlijk, de beoordeling op meer gedetailleerde wijze door te voeren. Bedoeling is om het gelijkheidsbeginsel te respecteren, door projecten die vormelijk vallen onder bijlage B maar waarvan de vermoedelijke effecten hen in de praktijk sterk doen lijken op projecten van bijlage A, en dus op dezelfde manier zouden moeten worden beoordeeld, niet te onderwerpen aan een minder [strengere] effectenbeoordeling dan deze die van toepassing is op de projecten van bijlage A » (*ibid.*, p. 105).

B.20.1. De verzoekende partij doet gelden dat de bij de bestreden bepaling ingevoerde definitie van de uitzonderlijke omstandigheden een « aanzienlijke achteruitgang » van het door artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet gewaarborgde recht op de bescherming van een gezond leefmilieu zou uitmaken.

B.20.2. Bij de bestreden bepaling worden de uitzonderlijke omstandigheden enkel gedefinieerd, als elk aanzienlijk negatief effect op de geanalyseerde factoren voor de projecten die het voorwerp van een milieueffectbeoordeling uitmaken en waarvan de omvang van dien aard is dat hij het opmaken van een effectenstudie in plaats van een effectenrapport zou rechtvaardigen. Zij bevat geen enkel element waardoor gevallen kunnen worden bepaald waarin de overlegcommissie het verrichten van een effectenstudie in verband met een project dat *normaliter* aan een effectenrapport is onderworpen, niet zou kunnen voorstellen. Die definitie is op zich dus niet van dien aard dat zij de bevoegdheid van de overlegcommissie die erin bestaat de Regering aan te bevelen om een effectenstudie te verrichten, beperkt. Zij vormt bijgevolg geen achteruitgang van het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu ten opzichte van de situatie van vóór de inwerkingtreding van de bestreden ordonnantie, waarin de uitzonderlijke omstandigheden niet waren gedefinieerd.

B.21. Voor het overige vormen de door de tussenkomende partij geformuleerde grieven met betrekking tot het feit dat de ingevoerde regeling niet zou tegemoetkomen aan het arrest van het Hof nr. 46/2012, in zoverre, enerzijds, de overlegcommissie, wanneer er uitzonderlijke omstandigheden bestaan, eenvoudigweg de mogelijkheid heeft om het verrichten van een effectenstudie voor te stellen en, anderzijds, de Regering over een volledige beoordelingsmarge beschikt om te beslissen om ze al dan niet te laten verrichten, nieuwe grieven ten opzichte van het door de verzoekende partij aangevoerde derde middel, zodat zij niet moeten worden onderzocht. Die grieven beogen overigens delen van artikel 175/21 van het BWRO (het vroegere artikel 148) die niet zijn gewijzigd bij artikel 130 van de bestreden ordonnantie.

B.22. Het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 232, 4^o en 5^o, en artikel 233, 7^o en 8^o, van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 30 november 2017 « tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 januari 2021.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/200470]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 6/2021 vom 21. Januar 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7030

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 108 bis 130, 232 Nr. 4, 233 Nr. 7 und 325 Nr. 1 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. November 2017 « zur Reform des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches und der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen und zur Abänderung verwandter Rechtsvorschriften », erhoben von Pierre Goblet.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, und den Richtern T. Merckx-Van Goey, R. Leysen, M. Pâques, Y. Kherbache und T. Detienne, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 19. Oktober 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 22. Oktober 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Pierre Goblet Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 108 bis 130, 232 Nr. 4, 233 Nr. 7 und 325 Nr. 1 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. November 2017 « zur Reform des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches und der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen und zur Abänderung verwandter Rechtsvorschriften » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. April 2018, zweite Ausgabe).

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.1.1. Der erste Klagegrund ist gegen Artikel 325 Nr. 1 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. November 2017 « zur Reform des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches und der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen und zur Abänderung verwandter Rechtsvorschriften » (nachstehend: Ordonnanz vom 30. November 2017) gerichtet, der bestimmt:

« L'article 80, § 1^{er}, de l'OPE [ordonnance du 5 juin 1997 ' relative aux permis d'environnement '], est modifié comme suit :

1^o le nombre ' 67 ' est inséré entre le nombre ' 65 ' et le nombre ' 68 ' ; ».

Mit dieser Bestimmung wird eine Beschwerde beim Umweltkollegium gegen Entscheidungen, auch wenn es stillschweigende Entscheidungen sind, die sich aus der Anwendung von Artikel 67 derselben Ordonnanz ergeben, eingeführt. Dieser Artikel 67 erlaubt in seinem Paragraphen 1 den Betrieb, die Verlegung, die Wiederinbetriebnahme, den Umbau oder die Erweiterung von Anlagen der Klasse I.C oder III ab dem Erhalt der Empfangsbestätigung, in der die Erklärung des Antragstellers zur Kenntnis genommen wird, und verbietet in seinem Paragraphen 2 die gleichen Tätigkeiten im Fall der fehlenden Empfangsbestätigung.

B.1.2. Der Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 9 Absätze 2 und 4 des Übereinkommens vom 25. Juni 1998 « über den Zugang zu Informationen, die Öffentlichkeitsbeteiligung an Entscheidungsverfahren und den Zugang zu Gerichten in Umweltangelegenheiten » (nachstehend: Übereinkommen von Aarhus), mit Artikel 11 der Richtlinie 2011/92/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 « über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten » (nachstehend: Richtlinie 2011/92/EU) und mit dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit.

B.2.1. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.2.2. Aus der Darlegung des Klagegrunds wird nicht ersichtlich, inwiefern die angefochtene Bestimmung gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung in Verbindung mit den geltend gemachten Normen des internationalen Rechts und des europäischen Rechts verstoßen würde. Die klagende Partei bittet den Gerichtshof, um « die Bestätigung der Verfassungsmäßigkeit ihrer Auslegung » der angefochtenen Bestimmung, der zufolge die Empfangsbestätigung « als

Entscheidung über die Zulässigkeit der vom Bürger eingereichten Baustellenmeldung gilt ». Der Gerichtshof ist nicht befugt, « die Verfassungsmäßigkeit » einer Auslegung einer Ordonnanzbestimmung durch eine klagende Partei zu « bestätigen », wenn von dieser Partei nicht dargelegt wird, inwiefern diese Bestimmung, wenn sie anders ausgelegt würde, gegen die angeführten Referenznormen verstoßen würde.

B.2.3. Der erste Klagegrund ist unzulässig.

In Bezug auf den zweiten und den dritten Klagegrund

B.3.1. Der zweite und der dritte Klagegrund beziehen sich auf einen Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung je nach Fall mit Artikel 6 des Übereinkommens von Aarhus, mit den Artikeln 3 bis 5 der Richtlinie 2011/92/EU und dem allgemeinen Vorsorgeprinzip und dem allgemeinen Grundsatz der Verhältnismäßigkeit.

B.3.2. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt erhebt eine Einrede der Unzulässigkeit gegen diese Klagegründe, insoweit sie aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 in Verbindung mit dem Übereinkommen von Aarhus und mit der Richtlinie 2011/92/EU abgeleitet sind. Sie macht geltend, dass diese Bestimmungen kein « untrennbares Ganzes » mit Artikel 23 der Verfassung darstellten, sodass sie nur in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu den Referenznormen gehören könnten, deren Einhaltung vom Gerichtshof kontrolliert werden könne.

B.4.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

[...]

4. das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt,

[...] ».

B.4.2. Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung enthält, was das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt betrifft, eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen.

B.5.1. Die in B.3.1 erwähnten Bestimmungen beinhalten Verpflichtungen zur Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung von Projekten oder zur Beteiligung der Öffentlichkeit.

Die Richtlinie 2001/42/EG regelt die Umweltprüfung von Plänen und Programmen, die voraussichtlich beträchtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben. Die Artikel 3 bis 5 dieser Richtlinie bestimmen die Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden, den Inhalt dieser Prüfung und die diesbezüglichen Pflichten der Mitgliedstaaten.

Artikel 6 des Übereinkommens von Aarhus erlegt die Verpflichtung auf, Entscheidungen über « bestimmte Tätigkeiten », die in Anhang I dieses Übereinkommens aufgeführt sind, oder über Tätigkeiten, « die eine erhebliche Auswirkung auf die Umwelt haben können », einem Verfahren der Öffentlichkeitsbeteiligung zu unterziehen, für das er bestimmte Modalitäten festlegt. Insbesondere müssen angemessene praktische oder sonstige Vorkehrungen für die Beteiligung der Öffentlichkeit in einem transparenten und fairen Rahmen, nachdem ihr zuvor die erforderlichen Informationen zur Verfügung gestellt worden sind, getroffen werden.

B.5.2. Der Gerichtshof ist insbesondere befugt zu prüfen, ob der Ordonnanzgeber gegen die Stillhalteverpflichtung verstoßen hat, die in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung enthalten ist, in dem das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt anerkannt ist. Die Möglichkeit der Beteiligung der Öffentlichkeit bietet eine Garantie für die Wahrung des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt. Daraus folgt, dass der Gerichtshof, wenn er die aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung abgeleiteten Klagegründe prüft, die Normen des internationalen Rechts und des europäischen Rechts berücksichtigt, die Belgien die Einhaltung bestimmter Pflichten bezüglich der Beteiligung der Öffentlichkeit auferlegen und deren Verletzung in Verbindung mit Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung geltend gemacht wird, wie im vorliegenden Fall der Richtlinie 2011/92/EU und des Übereinkommens von Aarhus.

Der Gerichtshof prüft den zweiten und dritten Klagegrund in diesem Sinne.

B.6.1. Der zweite und dritte Klagegrund sind ebenfalls aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Vorsorgeprinzip abgeleitet.

B.6.2. Die klagende Partei weist nicht nach, inwiefern die von ihr angefochtenen Bestimmungen im Widerspruch zum Vorsorgeprinzip stehen würden. Insoweit der zweite und dritte Klagegrund aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung in Verbindung mit dem Vorsorgeprinzip abgeleitet sind, sind sie nicht zulässig.

B.7.1. Der zweite Klagegrund ist gegen die Artikel 232 Nr. 4 und 233 Nr. 7 der Ordonnanz vom 30. November 2017 gerichtet.

Artikel 232 Nr. 4 ändert den Anhang A des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches (nachstehend: CoBAT) ab, indem er die Rubrik 17 durch Folgendes ersetzt:

« 17) espaces de stationnement situés en dehors de la voie publique et comptant plus de 400 emplacements pour véhicules à moteur; ».

Artikel 233 Nr. 7 ändert den Anhang B desselben Gesetzbuches ab, indem er die Rubrik 25 durch Folgendes ersetzt:

« 25) espaces de stationnement situés en dehors de la voie publique et comptant de 50 à 400 emplacements pour véhicules à moteur; ».

B.7.2. Nach Artikel 175/2 § 1 des CoBAT sind in Anhang A dieses Gesetzbuches die Projekte aufgeführt, für die die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich ist. Nach Artikel 175/15 § 1 desselben Gesetzbuches sind in Anhang B die Projekte aufgeführt, für die die Erstellung eines Umweltverträglichkeitsberichts erforderlich ist.

B.7.3. Die klagende Partei bemängelt, dass die angefochtenen Bestimmungen den Schwellenwert, ab dem eine Umweltverträglichkeitsstudie für Parkplatzprojekte erforderlich ist, auf 400 Stellplätze für Kraftfahrzeuge festlegt, während dieser Schwellenwert vor ihrem Inkrafttreten auf 200 Stellplätze festgelegt war.

B.8. In der Begründung heißt es:

« Actuellement, le seuil de 200 emplacements a pour effet de soumettre à études d'incidences un nombre relativement important de projets pour lesquels seul le parking est un motif d'étude. Or, la procédure d'étude d'incidences est longue et coûteuse, tant pour le demandeur que pour les autorités qui sont chargées de l'encadrer. Par ailleurs, sauf cas exceptionnels, l'impact d'un parking sur un milieu urbain comme celui de la Région bruxelloise peut être adéquatement appréhendé par un rapport d'incidences (outil moins long à réaliser, moins coûteux et qui, comme l'étude, répond à toutes les exigences de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du

13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement). C'est pour ces raisons qu'il est proposé de ne plus imposer d'étude d'incidences en matière de parking que pour les projets présentant une ampleur exceptionnelle. Pour fixer le nouveau seuil, il a été tenu compte du fait qu'actuellement, les rubriques 17 et 18 étant distinctes, les places à l'air libre et couvertes ne peuvent pas être additionnées, de telle manière qu'un projet comprenant 200 places couvertes et 200 places à l'air libre, soit un total de 400 places, n'est pas soumis à étude d'incidences. Le nouveau seuil général est donc fixé à 400 places » (*Parl. Dok.*, Parlement der Region Brüssel-Hauptstadt, 2016-2017, Nr. A-451/1, S. 167).

B.9. Vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen war für Parkplatzprojekte mit mehr als 200 Parkplätzen die Erstellung einer Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich. Durch die angefochtenen Bestimmungen muss für Parkplatzprojekte mit 201 bis 400 Parkplätzen ein Umweltverträglichkeitsbericht erstellt werden. Um festzustellen, ob die angefochtenen Bestimmungen einen erheblichen Rückschritt in Bezug auf das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt für die von Parkplatzprojekten mit 201 bis 400 Parkplätzen betroffene Öffentlichkeit zur Folge hat, ist es somit notwendig, das Schutzniveau, das von der Umweltverträglichkeitsstudie geboten wurde, so wie sie vor der angefochtenen Abänderung der Ordonnanz anwendbar war, mit dem Schutzniveau zu vergleichen, das seit dieser Abänderung von dem Umweltverträglichkeitsbericht geboten wird. Der Gerichtshof berücksichtigt diesbezüglich Bestimmungen über den Inhalt und das Verfahren des Umweltverträglichkeitsberichts, wie sie durch die angefochtene Ordonnanz abgeändert wurden, da Parkplatzprojekte mit 201 bis 400 Stellplätzen nunmehr diesen Rechtsvorschriften unterliegen.

B.10.1. Das Verfahren der Umweltverträglichkeitsstudie war vor ihrer Abänderung durch die angefochtene Ordonnanz in den Artikeln 129 ff. des CoBAT beschrieben (Artikel 175/3 bis 175/14 des CoBAT nach der Abänderung durch die angefochtene Ordonnanz). Dem Genehmigungsantrag für ein Projekt, das einer Umweltverträglichkeitsstudie unterliegt, musste ein vorbereitender Bericht beigelegt werden, der mindestens die sieben im früheren Artikel 129 § 1 aufgezählten Elemente enthielt. Die Umweltverträglichkeitsstudie wurde von einem Beauftragten für Umweltverträglichkeitsstudien unter der Aufsicht eines Begleitausschusses, der mindestens aus einem Vertreter jeder Gemeinde, in deren Gebiet das Projekt ausgeführt werden sollte, eines Vertreters des Brüsseler Instituts für Umweltmanagement und einem Vertreter der Verwaltung bestand, durchgeführt. Der vom Antragsteller der Genehmigung vorgeschlagene Beauftragte für Umweltverträglichkeitsstudien musste Inhaber einer von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt ausgestellten Zulassung sein und vom Begleitausschuss akzeptiert werden. Die Umweltverträglichkeitsstudie musste mindestens die acht in Artikel 135 (neuer Artikel 175/8) des CoBAT aufgezählten Elemente umfassen. Der Begleitausschuss beschloss nach Abschluss der Umweltverträglichkeitsstudie die Liste der Gemeinden der Region, die von den Auswirkungen des Projekts betroffen waren und in denen eine öffentliche Untersuchung stattfinden musste (vormals Artikel 137, neuer Artikel 175/10). Die der öffentlichen Untersuchung unterzogene Akte umfasste die Umweltverträglichkeitsstudie und den vom Begleitausschuss gefassten Beschluss zum Abschluss der Studie (vormals Artikel 140, neuer Artikel 175/13). Die öffentliche Untersuchung fand anschließend in jeder betroffenen Gemeinde während dreißig Tagen statt (vormals Artikel 141, neuer Artikel 175/14). Der Konzertierungsausschuss übergab der für Städtebau zuständigen Verwaltung und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von 45 Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung eine Stellungnahme. Die Eigenschaften und das Verfahren der Umweltverträglichkeitsstudie wurden durch die angefochtene Ordonnanz praktisch nicht geändert.

B.10.2. Das Verfahren des Umweltverträglichkeitsberichts ist in den neuen Artikeln 175/15 bis 175/21 des CoBAT beschrieben. Der Umweltverträglichkeitsbericht umfasst mindestens die 9 in Artikel 175/16 des CoBAT aufgeführten Elemente. Der beauftragte Beamte nimmt eine Prüfung der Vollständigkeit des Umweltverträglichkeitsberichts im Rahmen seiner Prüfung der Vollständigkeit der Akte vor (Artikel 175/17) und setzt die Liste der Gemeinden der Region fest, die von den Auswirkungen des Projekts betroffen sind und in denen eine öffentliche Untersuchung stattfinden muss (Artikel 175/18). Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium jeder betroffenen Gemeinde führt für die Akte die besonderen Veröffentlichungsmaßnahmen durch. Die öffentliche Untersuchung findet in jeder der Gemeinden während dreißig Tagen statt (Artikel 175/20 § 1). Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet das Projekt größtenteils verwirklicht werden soll, befasst innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung den Konzertierungsausschuss, der um die Vertreter jeder von den Auswirkungen eines Projektes betroffenen Gemeinde erweitert wird. Der Konzertierungsausschuss gibt innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung seine Stellungnahme ab und übermittelt sie dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium. Die Gemeinde übermittelt dem beauftragten Beamten eine Kopie und veröffentlicht die Stellungnahme gleichzeitig auf ihrer Website (Artikel 175/20 § 2).

In Anwendung von Artikel 175/21 § 1 kann unter außergewöhnlichen Umständen der Konzertierungsausschuss in einer besonders mit Gründen versehenen Stellungnahme der Regierung empfehlen, eine Umweltverträglichkeitsstudie durchführen zu lassen. Diese Bestimmung ist Gegenstand des dritten Klagegrunds und wird nachstehend geprüft.

B.10.3. Die Elemente, die im Umweltverträglichkeitsbericht aufgeführt sein müssen, sind zum großen Teil die gleichen wie diejenigen, die in der Umweltverträglichkeitsstudie aufgeführt sein mussten. Es gibt also hinsichtlich ihres Inhalts keinen wesentlichen Unterschied zwischen der Umweltverträglichkeitsstudie und dem Umweltverträglichkeitsbericht. Da durch Artikel 129 der angefochtenen Ordonnanz der Zeitraum der öffentlichen Untersuchung für Projekte, die einem Umweltverträglichkeitsbericht unterliegen, verlängert wurde, gibt es auch keinen Unterschied in Bezug auf die Modalitäten und Fristen der späteren öffentlichen Untersuchung.

Hingegen besteht zwischen der Umweltverträglichkeitsstudie und dem Umweltverträglichkeitsbericht ein erheblicher Unterschied, was die Anforderungen an ihren Verfasser betrifft. Die Umweltverträglichkeitsstudie muss von einem Beauftragten für Umweltverträglichkeitsstudien, einer natürlichen oder juristischen Person, die eine Zulassung der Regionalregierung für diesen Zweck erhalten hat, durchgeführt werden, und seine Benennung durch den Bauherrn muss vom Begleitausschuss gebilligt werden. Er führt die Umweltverträglichkeitsstudie unter der Aufsicht des Begleitausschusses durch und dieser entscheidet, wann die Studie vollständig ist. Der Umweltverträglichkeitsbericht hingegen muss von einem « fachkundigen Experten » erstellt werden, was durch « Elemente » nachgewiesen werden muss, die im Bericht aufgeführt sind (Artikel 175/16 Nr. 9). In der Ordonnanz ist nicht im Einzelnen angegeben, welche Fachkenntnisse von diesem Experten erwartet werden oder welche Elemente als Nachweis für diese Fachkenntnisse dienen. Dieser Experte steht nicht unter der Aufsicht eines Begleitausschusses. Außerdem gewährleistet nichts seine Unabhängigkeit vom Bauherrn.

B.11.1. Die richtige und vollständige Information der Öffentlichkeit über die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt ist ein wesentliches Element, um es dieser Öffentlichkeit zu ermöglichen, sich in Kenntnis der Sachlage an der öffentlichen Untersuchung zu beteiligen. Die Erstellung der Umweltverträglichkeitsstudie oder des Umweltverträglichkeitsberichts ist ein zentraler Bestandteil dieser Information. Der Umstand, dass die Umweltverträglichkeitsstudie von einer Person, deren Unabhängigkeit nicht in Zweifel gezogen werden kann, unter der Aufsicht eines ebenfalls vom Bauherrn des geplanten Bauwerks unabhängigen Begleitausschusses durchgeführt wird, stellt eine wesentliche Garantie in Bezug auf die Qualität und Vollständigkeit der Information dar, die der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird. Das Verfahren des Umweltverträglichkeitsberichts bietet diesbezüglich nicht die gleichen Garantien.

B.11.2. Außerdem unterliegen nun Parkplatzprojekte keiner Umweltverträglichkeitsstudie mehr, die gegenüber den Parkplatzprojekten, die ihr vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen nicht unterzogen werden mussten, die doppelte Kapazität aufweisen. Die Regelung, die sich aus den angefochtenen Bestimmungen ergibt, weist somit bezüglich der Größe der betroffenen Projekte einen erheblichen Unterschied zu der vorherigen Regelung auf.

B.12. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die angefochtenen Bestimmungen für die Öffentlichkeit, die von der Realisierung von Parkplätzen mit 201 bis 400 Stellplätzen, die zuvor einer Umweltverträglichkeitsstudie unterlagen und nun einem Umweltverträglichkeitsbericht unterliegen, betroffen ist, einen erheblichen Rückschritt hinsichtlich des Rechts auf eine gesunde Umwelt zur Folge haben.

B.13.1. Die Vereinbarkeit des Verfahrens des Umweltverträglichkeitsbericht mit den Anforderungen, die sich aus der Richtlinie 2011/92/EU ergeben, ist nicht auch noch zu prüfen, um auf den zweiten Klagegrund zu antworten. Um die Einhaltung der in Artikel 23 der Verfassung enthaltene Stillhalteverpflichtung zu prüfen, berücksichtigt der Gerichtshof nämlich den Rückschritt zwischen dem Schutzniveau, das von der Gesetzgebung vor den angefochtenen Abänderungen der Ordonnanz geboten wurde, und das Schutzniveau, das seit dem Inkrafttreten dieser Abänderungen geboten wird. Dieser Rückschritt kann erheblich sein, unabhängig von der Frage, ob die Gesetzgebung, die ein geringeres Schutzmaß bietet, mit den entsprechenden europäischen Mindestanforderungen im Einklang steht.

B.13.2. Entgegen den Darlegungen der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt ändert im Übrigen der Umstand, dass unter der Geltung der vorherigen Gesetzgebung Parkhäuser und nicht überdachte Parkplätze zu zwei verschiedenen Rubriken in den Anhängen A und B des CoBAT gehörten, sodass Parkhäuser und nicht überdachte Parkplätze nicht kumuliert werden konnten und Projekte, die Stellplätze beider Arten umfassten, insgesamt bis zu 400 Stellplätze haben konnten, ohne einer Umweltverträglichkeitsstudie unterzogen werden zu müssen, nichts an der vorstehenden Schlussfolgerung. Nicht alle Parkplatzprojekte, die einer Prüfung der Auswirkungen unterliegen, können nämlich die Form von Parkplätzen haben, bei denen ein Teil überdacht ist und der andere nicht. Der Umstand, dass der Ordonnanzgeber anlässlich der Annahme der angefochtenen Bestimmungen der Möglichkeit ein Ende gesetzt hat, das Verfahren der Umweltverträglichkeitsstudie zu umgehen, indem das Parkplatzprojekt in dieser Weise geplant wird, ändert nichts daran, dass die angefochtenen Bestimmungen die Folge haben, den Schwellenwert der Anzahl an Stellplätzen für alle einer Umweltverträglichkeitsstudie unterliegende Parkplatzprojekte zu verdoppeln.

B.14.1. Der Gerichtshof hat noch zu prüfen, ob der in B.12 festgestellte erhebliche Rückschritt durch einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt ist. Nach der in B.8 zitierten Begründung der Ordonnanz vom 30. November 2017 entsprechen die angefochtenen Bestimmungen dem Willen des Ordonnanzgebers, die Anzahl an Projekten, die einer Umweltverträglichkeitsstudie unterzogen werden müssen, zu verringern, da diese sowohl für den Projektträger als auch für die Verwaltung langwierig und kostspielig sind. Um diese Verringerung der Anzahl der Umweltverträglichkeitsstudien zu erreichen, war der Ordonnanzgeber der Auffassung, dass die von Parkplätzen mit 201 bis 400 Stellplätzen für die Umwelt verursachten Auswirkungen über einen Umweltverträglichkeitsbericht angemessen erfasst werden können.

B.14.2. Auch wenn grundsätzlich angenommen werden kann, dass das Ziel, die Anzahl der Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsstudie unterliegen, zu verringern, angesichts von deren Länge und Kosten einen Grund des Allgemeininteresses darstellt, ist es im vorliegenden Fall nicht nachvollziehbar, inwiefern es gerechtfertigt sein sollte, dieses Ziel zu erreichen, indem Parkplatzprojekte mit 201 bis 400 Stellplätzen von den Garantien, die das Verfahren der Umweltverträglichkeitsstudie bietet, ausgeschlossen werden, während die von der Realisierung von dieser Art von Projekten betroffene Öffentlichkeit bis zum Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmungen in den Genuss dieser Garantien kam und es nicht erwiesen ist, dass diese nun weniger nützlich wären.

B.14.3. Durch die Anhebung der Anzahl an Fahrzeug-Stellplätzen, von 200 auf 400, ab der das Parkplatzprojekt Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsstudie sein muss, ohne dass es dafür einen Grund des Allgemeininteresses gibt, hat der Ordonnanzgeber gegen die Stillhalteverpflichtung im Bereich des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt, die in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung enthalten ist, in Verbindung mit Artikel 6 des Übereinkommens von Aarhus und mit den Artikeln 3 bis 5 der Richtlinie 2011/92/EU verstoßen.

B.15. Der zweite Klagegrund ist begründet. Die Artikel 232 Nr. 4 und 233 Nr. 7 der Ordonnanz vom 30. November 2017 sind für nichtig zu erklären. Die Artikel 232 Nr. 5 und 233 Nr. 8 derselben Ordonnanz, die untrennbar mit den für nichtig erklärten Bestimmungen verbunden sind, sind ebenfalls für nichtig zu erklären.

B.16.1. Der dritte Klagegrund ist gegen die Artikel 108 bis 130 der Ordonnanz vom 30. November 2017 gerichtet. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf die Bestimmungen der angefochtenen Ordonnanz, gegen die die Beschwerdegründe tatsächlich erhoben werden.

B.16.2. Die klagende Partei führt zwei Beschwerdegründe an. Einerseits bemängelt sie, dass der Ordonnanzgeber die öffentliche Untersuchung, die sich auf den Entwurf des Lastenhefts für die Umweltverträglichkeitsstudie bezieht, wenn diese verlangt wird, gestrichen hat. Andererseits bemängelt sie die Definition der außergewöhnlichen Umstände, die es dem Konzertierungsausschuss, wenn sie vorliegen, ermöglichen, eine mit Gründen versehene Stellungnahme abzugeben, in der die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie für ein Projekt, das grundsätzlich einem Umweltverträglichkeitsbericht unterliegt, empfohlen wird.

B.16.3. Daraus ergibt sich, dass sich der erste Teil des dritten Klagegrunds gegen Artikel 112 der angefochtenen Ordonnanz richtet, mit dem Artikel 130 des CoBAT aufgehoben wird, und sich sein zweiter Teil gegen Artikel 130 der angefochtenen Ordonnanz richtet, der einen neuen Absatz 2 zu Paragraph 1 von Artikel 148 (neu nummeriert 175/21) des CoBAT hinzufügt.

B.17.1. Vor seiner Aufhebung durch Artikel 112 der angefochtenen Ordonnanz wurde in Artikel 130 des CoBAT die Verwaltung beauftragt, in Absprache mit dem Begleitausschuss den Entwurf des Lastenhefts für die Umweltverträglichkeitsstudie zu erstellen. Dieser Entwurf wurde sodann mit der Akte des Genehmigungsantrags während fünfzehn Tagen einer öffentlichen Untersuchung unterzogen. Das neue Verfahren für Akten, die einer Umweltverträglichkeitsstudie unterliegen, sieht keine öffentliche Untersuchung des Entwurfs des Lastenhefts mehr vor, das nunmehr gemäß einem von der Regierung ausgearbeiteten Lastenheft-Standardmuster erstellt wird. Der Begleitausschuss bestimmt das geografische Gebiet, das für jeden Faktor, der geprüft werden muss, zu berücksichtigen ist.

B.17.2. Die Streichung der Vorbereitungsphase, die die Abfassung eines Vorentwurfs des Lastenhefts für die Umweltverträglichkeitsstudie, die Durchführung der öffentlichen Untersuchung dazu und die Stellungnahme des Konzertierungsausschusses umfasste, hat das Ziel, das Verfahren zur Ausstellung der Genehmigungen für in Anhang A des CoBAT genannte Projekte um drei bis vier Monate zu verkürzen (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2016-2017, Nr. A-451/1, S. 13).

Im Kommentar zu dem angefochtenen Artikel 112 wird erläutert:

« Dans le but de raccourcir les délais de délivrance des permis, sans toucher à la phase d'évaluation des incidences de ceux-ci, il est proposé de supprimer les étapes préalables à cette évaluation que sont la rédaction d'un projet de cahier des charges de l'étude d'incidences et la soumission de ce projet de cahier des charges à une enquête publique de quinze jours et à l'avis de la commission de concertation.

S'il est proposé de supprimer ces étapes, c'est parce que l'expérience montre qu'elles sont d'une utilité très relative. Les cahiers des charges de toutes les études d'incidences sont élaborés sur la base d'un modèle commun établi par l'administration, qui n'est bien souvent modifié que pour délimiter l'aire géographique exacte de l'étude à mener et pour définir les alternatives à étudier, seules caractéristiques propres à chaque projet. Quant à l'enquête publique, elle est souvent source de confusion pour le public concerné, qui concentre ses observations non sur le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences, mais déjà sur la demande de permis soumise à cette étude, alors que cet aspect fait l'objet d'une seconde enquête publique, plus longue (trente jours au lieu de quinze pour le projet de cahier des charges), qui est organisée après la clôture de l'étude d'incidences et la modification éventuelle du projet étudié.

[...]

Cette suppression ne constitue, par ailleurs, pas un recul en termes de participation du public, puisque l'enquête publique portant sur le projet étudié et sur l'étude d'incidences dont il a fait l'objet est maintenue, que la pratique démontre que l'enquête publique préalable organisée sur le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences ne donne que rarement lieu à des observations portant sur le projet de cahier des charges (et non sur le projet soumis à évaluation de ses incidences) et que, parmi ces observations, il est encore plus rare d'en trouver qui relèvent des éléments pertinents qui n'auraient pas déjà été relevés par le comité d'accompagnement de l'étude » (ebenda, SS. 96-97).

B.18.1. Wie in B.5.2 erwähnt, bietet die Möglichkeit der Beteiligung der Öffentlichkeit eine Garantie für die Wahrung des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt. Daraus kann geschlossen werden, dass die Streichung einer Phase der öffentlichen Untersuchung im Laufe des Verfahrens zur Prüfung der Umweltauswirkungen eines in Anhang A des CoBAT genannten Projekts, einen Rückschritt hinsichtlich des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt darstellt.

B.18.2. Die abgeschaffte öffentliche Untersuchung bezog sich auf die Abfassung des Lastenhefts für die durchzuführende Umweltverträglichkeitsstudie. Dieses Lastenheft wird außerdem von dem Begleitausschuss genehmigt, der für jeden zu untersuchenden Faktor das zu berücksichtigende geografische Gebiet und alle zusätzlichen Informationen, die möglicherweise vorzulegen sind, bestimmt. Das Projekt selbst wird zusammen mit der Umweltverträglichkeitsstudie außerdem später einer öffentlichen Untersuchung unterzogen. Der Ordonnanzgeber hat festgestellt, dass die zwei aufeinanderfolgenden öffentlichen Untersuchungen zu demselben Projekt in der Praxis zu einer gewissen Verwirrung führten und dass die erste dieser Untersuchungen, die sich auf den Entwurf des Lastenhefts bezog, keinen echten Mehrwert für das Verfahren der Beteiligung der Öffentlichkeit darstellte.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass im vorliegenden Fall die Streichung der öffentlichen Untersuchung über das Lastenheft für die Umweltverträglichkeitsstudie keinen erheblichen Rückschritt hinsichtlich des Rechts auf den Schutz einer gesunden Umwelt darstellt. Artikel 112 der Ordonnanz von 30. November 2017 verstößt demzufolge nicht gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung.

B.19.1. Artikel 175/21 § 1 des CoBAT (vormals Artikel 148) sieht vor, dass « unter außergewöhnlichen Umständen [...] der Konzertierungsausschuss in einer besonders mit Gründen versehenen Stellungnahme der Regierung empfehlen [kann], eine Umweltverträglichkeitsstudie durchführen zu lassen » zu einem Projekt, das grundsätzlich einem Umweltverträglichkeitsbericht unterliegt. Auf der Grundlage dieser Empfehlung trifft die Regierung eine begründete Entscheidung über die Zweckmäßigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie zu dem Projekt.

Artikel 130 der Ordonnanz vom 30. November 2017 fügt in diesen Paragraphen 1 von Artikel 175/21 des CoBAT einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ein:

« Par circonstances exceptionnelles, il y a lieu d'entendre toute incidence négative notable qu'un projet repris à l'annexe B est susceptible d'avoir sur un ou plusieurs des facteurs listés à l'article 175/1, § 2, et dont l'importance présumée est telle qu'elle justifie de faire réaliser l'évaluation des incidences de ce projet par un chargé d'étude d'incidences agréé et de faire superviser le travail de celui-ci par un comité d'accompagnement ».

B.19.2. In der Begründung zu dieser Bestimmung wurde angeführt:

« [La modification proposée vise] à répondre à la critique formulée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt 46/2012 du 15 mars 2012, dans lequel la Cour a estimé potentiellement discriminatoire le recours à la notion de 'circonstances exceptionnelles' en l'absence de définition de celle-ci. Une définition est donc ajoutée dans le Code pour encadrer les décisions à prendre à ce sujet, mais en veillant à laisser au Gouvernement, seule autorité compétente en la matière, la marge d'appréciation sans laquelle le recours à la notion de circonstances exceptionnelles perdrait sa raison d'être, qui est de ne pas empêcher la réalisation d'une étude d'incidences pour un projet relevant d'une catégorie pour laquelle, *a priori*, le rapport d'incidences a été jugé suffisant mais dont certaines caractéristiques particulières invitent, exceptionnellement, à pousser plus en détails l'évaluation. Il s'agit d'assurer le respect du principe d'égalité en ne soumettant pas à un régime d'évaluation des incidences moins strict que celui applicable aux projets relevant de l'annexe A les projets relevant, formellement, de l'annexe B mais dont les incidences présumées les rapprochent, en pratique, des projets de l'annexe A et conduisent donc à les évaluer de la même manière que ceux-ci » (ebenda, S 105).

B.20.1. Die klagende Partei macht geltend, dass die von der angefochtenen Bestimmung eingeführte Definition der außergewöhnlichen Umstände eine « deutliche Rückentwicklung » beim Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt, das in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung gewährleistet ist, darstellen würde.

B.20.2. In der angefochtenen Bestimmung werden nur die außergewöhnlichen Umstände als erhebliche negative Auswirkungen auf die analysierten Faktoren für Projekte, die Gegenstand einer Prüfung der Umweltauswirkungen und von solcher Bedeutung sind, dass sie die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie anstelle eines Umweltverträglichkeitsberichts rechtfertigen, definiert. Sie enthält keinerlei Element, mit dem Fälle bestimmt werden könnten, in denen der Konzertierungsausschuss die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie für ein Projekt, das normalerweise einem Umweltverträglichkeitsberichts unterliegt, nicht vorschlagen könnte. Durch diese Definition an sich kann somit die Befugnis des Konzertierungsausschusses, die darin besteht, der Regierung die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie zu empfehlen, nicht eingeschränkt werden. Sie stellt daher keinen Rückschritt in Bezug auf das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt gegenüber der Situation vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Ordonnanz dar, in der die außergewöhnlichen Umstände nicht definiert waren.

B.21. Im Übrigen stellen die Beschwerdegründe der intervenierenden Partei in Bezug auf den Umstand, dass die eingeführte Regelung nicht dem Entscheid Nr. 46/2012 des Gerichtshofes entspräche, insofern einerseits der Konzertierungsausschuss beim Vorliegen außergewöhnlicher Umstände lediglich die Möglichkeit habe, die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie vorzuschlagen, und andererseits die Entscheidung, sie durchzuführen oder nicht, im völlig freien Ermessen der Regierung stehe, neue Beschwerdegründe im Vergleich zu dem dritten Klagegrund der klagenden Partei dar, sodass sie nicht geprüft werden müssen. Diese Beschwerdegründe richten sich zudem gegen Teile von Artikel 175/21 des CoBAT (vormals Artikel 148), die durch Artikel 130 der angefochtenen Ordonnanz nicht abgeändert werden.

B.22. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 232 Nrn. 4 und 5 und Artikel 233 Nrn. 7 und 8 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 30. November 2017 « zur Reform des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches und der Ordonnanz vom 5. Juni 1997 über die Umweltgenehmigungen und zur Abänderung verwandter Rechtsvorschriften » für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. Januar 2021.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/200533]

Extrait de l'arrêt n° 11/2021 du 28 janvier 2021

Numéro du rôle : 6872

En cause : le recours en annulation des articles 2, 7° et 8°, et 6, 6°, 7° et 10°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 », introduit par la commune de Berchem-Sainte-Agathe.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques et Y. Kherbache, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 mars 2018 et parvenue au greffe le 9 mars 2018, la commune de Berchem-Sainte-Agathe, assistée et représentée par Me J. Bourtembourg et Me F. Belleflamme, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 2, 7° et 8°, et 6, 6°, 7° et 10°, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 » (publiée au *Moniteur belge* du 14 septembre 2017).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 « fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 2017 » énonce les règles selon lesquelles le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue chaque année le « crédit budgétaire de la dotation générale aux communes destinée à assurer le financement général des communes de la Région de Bruxelles-Capitale » (article 3, alinéa 1^{er}, de ladite ordonnance).

B.2.1. L'article 6 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 dispose :

« Conformément à l'article 5, le crédit est réparti entre les communes sur la base des proportions et des indicateurs suivants :

[...]

6° à concurrence de 1/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant du nombre de places en crèches par commune.

Pour chaque commune « c », le nombre de places en crèches communales rapporté à la population âgée de moins de 3 ans à la date de comptage de la population la plus proche définit un indicateur relatif ' crèches '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Crèches_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Crèches_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

7° à concurrence de 4/105e en fonction d'une clé de répartition dépendant de la population scolaire par commune.

Pour chaque commune ' c ', la population scolaire de l'année scolaire prise en compte rapportée à la population âgée de 3 ans à 17 ans de l'année civile correspondant à la seconde année de l'année scolaire prise en compte définit un indicateur relatif ' écoles '.

La clé de répartition entre communes basée sur cet indicateur se calcule pour chaque commune ' c ' de la manière suivante :

$$Part_c = \frac{(Ecoles_c)^2 \cdot Pop_c}{\sum_{k=1}^{19} \{(Ecoles_k)^2 \cdot Pop_k\}}$$

[...]

10° à concurrence de 15/105e en fonction d'une clé de répartition se basant sur la densité de population corrigée.